

DIAL 2658

# **AMÉRIQUE LATINE - Les Églises latino-américaines face au libre-échange et à la mondialisation**

mercredi 16 juillet 2003, mis en ligne par [Dial](#)

*Du 2 au 6 juin 2003, à la convocation du Département de pastorale sociale du CELAM (Conférence des évêquats latino-américains) et de la Caritas d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Amérique du Nord, s'est tenu à San Pedro Sula, Honduras, un séminaire sur « Commerce international, commerce juste et Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) ». Nous publions ci-dessous les analyses et propositions que les participants (évêques, prêtres, religieuses et laïques) ont décidé de soumettre à leurs conférences épiscopales et aux commissions de pastorale sociale - Caritas. Signes de mort, signes de vie et orientations, tels sont les trois moments clés que nous publions de ce document conclusif paru dans ALAI, 6 juin 2003. Nous publions également le message final du Séminaire continental de la jeunesse qui s'est tenu à Buenos Aires de 24 au 27 avril 2003 dans le cadre du programme « Foi, économie et société : Mondialiser le bonheur (Globalisar la vida plena) », lancé par le Conseil latino-américain des Églises, organisme œcuménique créé en 1982 et regroupant quelque 150 Églises (baptiste, épiscopale, luthérienne, ménonite, méthodiste, pentecôtiste, réformée, vaudoise, etc.) ainsi que des mouvements chrétiens divers. Ce texte est accessible sur le site [CLAI](#).*

---

## **Déclaration des délégations de la Pastorale sociale du CELAM et de la Caritas latino-américaine :**

(...)

### **I - Des signes de mort**

Nous constatons les signes suivants de mort, qui constituent autant de tendances dans les processus économiques et sociaux :

Le libre marché agi avec un libertinage absolu. Les entreprises multinationales se renforcent et prennent le contrôle de la production, du commerce et des services dans nos pays. Cette réalité se manifeste dans les points suivants :

- Le commerce et le flux des capitaux transnationaux spéculent et posent des barrières à l'espérance de milliers de personnes qui sont appauvries, marginalisées et exclues du travail. Les grandes firmes transnationales concentrent chaque fois davantage le contrôle de la production, du commerce et des services dans nos pays.
- L'individualisme est la pratique du système actuel de commerce international.
- On veut imposer une fausse intégration, avec des inégalités scandaleuses, gérées et promues par le système financier international. Les organismes comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque

mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont souvent perçus comme proches d'une stratégie politique et économique de domination.

- Nos pays sont conditionnés pour cesser d'être des producteurs et ils sont poussés à être des consommateurs-importateurs de biens et de services. La technologie est importée sans que cela change la condition des pays dépendants.

- La fausse intégration, basée sur l'économie comme première valeur importante, favorise la corruption.

- La concentration des richesses favorise le déplacement des travailleurs de la campagne et de la ville, dépouillés de leurs sources de travail. Les économies de différents pays dépendent de façon croissante de l'argent envoyé par les migrants. Beaucoup de nos pays se sont transformés en exportateurs de main-d'œuvre bon marché.

- Le système économique international écrase la culture et les valeurs de nos peuples, la petite et moyenne entreprise, la production et l'économie du petit paysan.

- Les populations sont victimes de l'influence et de la manipulation des moyens de communication. Les élites de nos gouvernements négocient, quasi secrètement et sur le dos de la population, des traités et des accords éloignés des nécessités et des intérêts nationaux.

- Des cas existent de réduction des espaces démocratiques des mouvements sociaux, ce qui limite la participation et la mobilisation sociale.

- La perte de souveraineté et d'autonomie face aux entreprises multinationales. Le système financier, les organismes et les consortiums transnationaux constituent de véritables obstacles contre une authentique intégration, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos pays.

On insiste pour que l'économie soit séparé du politique. Dans un grand nombre de pays, les partis politiques et leurs dirigeants font face à une crise profonde de crédibilité, qui résulte de leur manque répété d'intérêt face aux défis et aux besoins des majorités nationales.

## **II - Des signes de vie**

Nous observons des signes de vie dans le marché juste et solitaire, promu par nos communautés, organisations populaires, groupes de paysans et d'indigènes, associations de femmes et mouvements sociaux :

- La recherche d'alternatives à l'intérieur d'une vraie perspective d'intégration et de solidarité se renforce. On souligne les expériences de commerce juste, d'économie solidaire et les expériences de troc qui se réalisent dans des communautés organisées.

- La recherche d'information, formation et participation des divers secteurs de la population et de l'Église sur les processus commerciaux, économiques et politiques dans les domaines de l'équité.

- L'organisation de la micro, de la petite et de la moyenne entreprise, qui veulent avoir un espace réel et viable à l'intérieur des traités de libre-échange.

- Les efforts des conférences épiscopales et de leurs départements de Pastorale sociale-Caritas pour engendrer des alternatives d'économie solitaire et de lutte pour la défense de leurs ressources : la terre, l'eau et les services publics, tels que : la sécurité sociale, l'eau, l'énergie, la communication.

## **3 - Là où nous voulons aller**

Dans le domaine des droits humains :

- Restaurer, à partir de la doctrine sociale de l'Église, le principe de la dignité de la personne humaine menacée par la détérioration progressive de la qualité de la vie et l'appauvrissement croissant des majorités.

- Promouvoir la participation des exclus dans les débats qui ont des incidences sur leur propre vie, en leur facilitant l'accès à tout type d'informations utiles (traités, organismes internationaux, stratégies de développement), en favorisant leur formation en matière d'analyse politique et d'éducation citoyenne, afin qu'ils puissent développer leur rôle d'acteur économique (économie solidaire, commerce juste...) et leur rôle de contrôle social.

- Surmonter les inégalités (culturelles, techniques, économiques...) qui constituent des sources de conflit à l'intérieur des pays et qui font obstacle à l'existence de relations humaines entre les pays.

Dans le domaine de l'intégration :

- Promouvoir une intégration avec davantage d'équité et de participation réelle de tous les secteurs ;

- Appuyer, renforcer les processus sous-régionaux pouvant conduire à de nouveaux modèles d'intégration ;

- Accompagner les initiatives de réseaux et d'alliances avec les divers secteurs sociaux ;

- Création de fonds en faveur du commerce juste.

Dans le domaine de l'Église :

- Promouvoir le protagonisme de l'action de l'Église dans son rôle prophétique ;

- Nécessité d'informer et de former sur la question à l'intérieur de l'Église (conférences épiscopales, pastorale sociale-Caritas, communauté chrétienne) ;

- Faire des échanges d'expériences entre les groupes ecclésiaux sur le thème de l'économie solidaire.

Dans le domaine de l'information et de la formation nous proposons :

- Dénoncer et faire connaître, comme conférences épiscopales du continent latino-américain et des Caraïbes et leurs départements de Pastorale sociale-Caritas, que les traités de libre-échange que l'on promeut sont fortement marqués par le néolibéralisme.

- Analyser qui sont les perdants dans ces traités qui sont élaborés de l'extérieur, qui doivent être approuvés rapidement et qui ne procèdent pas d'un projet de développement ressenti et élaboré par nos peuples et nos gouvernements.

- Accélérer la mise au point, la production et la commercialisation de nouveaux produits plus compétitifs au niveau mondial.

Au niveau des alliances :

- Favoriser et accélérer l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, comme un signe d'appui parmi les pauvres et comme un ensemble significatif, qui peut négocier d'égal à égal, des traités commerciaux avec de meilleures opportunités, et dans lesquels toutes les parties seraient gagnantes.

- Renforcer la communion du CELAM avec les Conférences épiscopales des États-Unis et du Canada, avec le Conseil pontifical Justice et paix, pour qu'ils promeuvent des initiatives de commerce juste.

Quant à la réaffirmation culturelle et écologique :

- Défendre l'eau et la terre, en fidélité aux liens qu'elles ont avec la cosmovision ancestrale de nos peuples, la destination universelle des biens, la sécurité alimentaire, la culture propre, l'art et la souveraineté de nos États qui ne doivent pas être affectés par les traités de libre-échange.

Dans le domaine du commerce juste :

- Obtenir que le commerce soit juste, comme une condition de la dignité de la personne humaine, de la qualité de la vie, de la solidarité, du bien commun et du respect des droits humains.

- Renforcer les expériences du commerce juste et de l'économie solidaire, en analysant objectivement et en appuyant des alliances et des réseaux au plan local national et régional, qui représentent une force alternative au commerce impitoyable.

- Appuyer et inciter, à partir de l'Église et en union avec la société civile, le développement de politiques alternatives pour un commerce juste en faveur des petits producteurs.

- Réaliser des stratégies de formation pour les consommateurs afin qu'ils achètent des produits locaux de qualité, élaborés de façon préférentielle par nos propres producteurs.

Nous présentons ces conclusions, fruit de nos réflexions sur le marché international et le commerce juste, avec l'espérance qu'elles puissent servir d'instrument pour accompagner nos communautés ecclésiales et inspirer les organisations sociales et politiques.

Si nous voulons, nous pouvons. Un autre monde est possible. Avec les efforts de tous et de toutes, nous le construirons.

\*\*\*\*\*

### **Conseil latino-américain des Églises - Séminaire continental de la jeunesse**

Message final

Réunis dans la ville de Buenos Aires en Argentine, nous les jeunes, en provenance de quatorze pays, qui participons à ce séminaire, nous avons tous ensemble célébré la vie dans l'harmonie et l'unité, en réfléchissant sur le processus de mondialisation qui affecte nos peuples.

Nous définissons la mondialisation comme un processus d'interconnexion financière, économique, sociale, politique et culturelle qui répond aux intérêts d'une minorité. Il est accéléré par la facilité des communications dans le contexte d'une victoire politique du capitalisme (chute du bloc soviétique) et de l'éclipse des idéologies dans l'ordre culturel. Comme citoyens de ce monde, nous subissons les conséquences de cette mondialisation capitaliste qui, jusqu'à présent, nous a apporté l'exclusion, le chômage, la perte d'identité culturelle, le consumérisme, la mauvaise distribution de la richesse et la crise écologique, entre autres calamités.

Comme jeunes chrétiens, nous croyons que cette terre habitée, cette *oikoumene* est la maison de Dieu, le Bon Pasteur de l'humanité (Psaume 23). Il a disposé dans sa Providence toutes choses pour tous sans exclusion, de telle sorte que personne ne puisse dire que « les choses sont seulement à lui » (Actes des Apôtres 4, 32).

La transnationalisation de l'économie mondiale, avec des entreprises qui se déplacent librement sur la planète à la recherche de la main-d'œuvre la meilleure marché, de l'environnement le moins protégé par des lois et des règlements, du régime fiscal le plus favorable ou des subventions les plus généreuses a entraîné sans cesse une plus grande dégradation des conditions de vie de nos frères et sœurs dans le monde, aggravant les processus de paupérisation des plus pauvres pour lesquels la vie, au lieu d'être un don de Dieu, est devenue une véritable tragédie.

La dette des pays sous-développés est une réalité odieuse pour laquelle les relations internationales, au lieu d'être régies par l'esprit de coopération et de solidarité, sont marquées par la domination, l'esclavage et la subordination. Il s'en suit que, comme jeunes, nous vivons douloureusement une grande injustice : la sortie des devises des pays débiteurs (les pauvres) vers les pays créditeurs, tandis que nos peuples meurent de faim et de maladies physiques et sociales qui pourraient être évitées. La dette a facilité le fait que nous soient imposées des politiques de privatisation des services sociaux publics et de dérégulation de l'économie. Cette situation nous prive, comme jeunes, d'un avenir, engendrant chez nous frustration et violence.

Le néolibéralisme a été proclamé comme l'unique issue pour sortir de la misère dans laquelle vivent nos peuples. Comme jeunes, nous réclamons un autre monde qui ne soit pas le monde néolibéral, principal soutien de cette mondialisation, et nous réclamons le droit de rêver, que ce système refuse de nous donner.

L'Évangile nous enseigne que nous devons lutter pour la libération des opprimés (Luc 4,18). À cause de cela, ni nos peuples souffrant ni Notre Seigneur Jésus-Christ ne nous autorisent à accepter la réalité de cette mondialisation. L'apôtre saint Paul nous avertit : « Vous, frères, vous avez été appelés à la liberté. Mais n'usez pas de cette liberté pour donner libre cours à vos instincts. Mais, par l'amour, mettez-vous au service les uns des autres. (...) Prenez garde, parce que si vous vous mordez et vous dévorez les uns et les autres, vous allez vous détruire les uns les autres. » (Galates 5, 13-15) Il nous enseigne ainsi que c'est par le mauvais usage de sa liberté que l'être humain a transformé la création en une authentique vallée de mort. Dieu nous invite à construire un monde différent en aimant notre prochain comme nous-mêmes. C'est pour cela que nous nous engageons à relever, avec des actions pratiques et des dynamiques réelles d'actions, les défis suivants dans nos communautés de foi à l'intérieur de nos pays :

1 - Face à un système qui détruit les identités et écrase les minorités, nous sommes appelés à retrouver la mémoire historique de nos peuples, étant donné que sans mémoire, tout comme sans projet, il n'y a pas d'avenir. Pour cela il conviendrait de construire un réseau continental d'institutions éducatives qui se réorientent vers la réaffirmation de chaque identité culturelle et de l'histoire populaire.

2 - Face à la logique de l'économie capitaliste où le plus fort l'emporte, nous en appelons à parier sur les économies solidaires, les alternatives coopératives comme voie de développement.

3 - Nous voulons renforcer la mission des Églises pour faire un autre monde possible. Pour autant, nous proposons la réalisation d'un Forum œcuménique centré sur les alternatives économiques au néolibéralisme et à la mondialisation capitaliste. Ce Forum peut se réaliser dans le cadre de l'Assemblée du Conseil mondial des Églises qui doit se réaliser en 2006. Nous recevons également avec joie la nouvelle que cette Assemblée aura lieu à Porto Alegre, ce qui nous remplit d'espérance.

4 - Face à la fragmentation sociale provoquée par les relations injustes qui nous sont imposées, les Églises chrétiennes peuvent travailler entre elles et en lien avec les multiples mouvements sociaux engagés en faveur de la vie humaine sur cette terre, dans une vocation œcuménique incontournable.

5 - Face au déséquilibre créé par le fait que des multitudes reviennent dans nos temples et centres religieux sans que cela implique un changement substantiel dans la société, nous sommes appelés à accomplir un travail approfondi d'évangélisation et de formation dans nos Églises, qui unisse l'expérience spirituelle et la vie quotidienne. Pour cela, il conviendrait que le Conseil mondial des Églises, le Conseil latino-américain des Églises et d'autres organisations œcuméniques développent un matériel éducatif populaire pour les jeunes sur des thèmes vitaux comme la mondialisation, l'économie, la citoyenneté.

6 - Apparaît vitale pour nos communautés la construction d'une véritable « doctrine sociale chrétienne » qui exprime les fondements chrétiens d'une société, dont la connaissance, systématisée de façon scientifique, basée sur l'évangile, éclaire non seulement l'intérieur de nos communautés-églises, mais aussi nos institutions éducatives et ceux qui en sortent, nos laïques hommes et femmes, et les jeunes qui rendront présente la voix de l'Église sur leurs lieux d'action quotidienne, dans les domaines politique, social, économique et culturel.

Enfin, unis par notre Père unique, frères par Notre Seigneur Jésus-Christ et jouissant de l'Esprit Saint, nous les jeunes de ce séminaire, nous nous exhortons et nous exhortons tout le monde à « aller par le monde avec foi et espérance ». Une espérance qui repose sur la conviction que nos efforts ne seront pas vains, renforcée par la foi, une foi qui nous pousse à lutter pour la défense de la vie sur cette terre, tous les jours jusqu'à la fin.

---

- **[Dial](#)** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2658.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [CLAI](#)

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.